

Scarascia Mugnozza

de montagne, recommandation sur le principe « pollueur-payeur ».

N'a pas encore été adoptée, mais le sera probablement dans quelques jours : la proposition relative à la création de la fondation européenne. N'ont pas encore été adoptées parce que le Parlement européen, après un délai d'un an, n'a toujours pas formulé d'avis : la directive sur la teneur en plomb de l'essence et la directive sur la teneur en soufre du gas-oil.

Reconnaissez, Monsieur Della Briotta, que vous aviez déjà été informé de l'ensemble de cette liste — ainsi que d'ailleurs tous les membres de votre commission. Cette liste ainsi que les travaux de la Commission ont déjà fait l'objet, à deux reprises (à Rome et à Paris), d'un débat en ma présence. Nous avons exposé à cette occasion les raisons de notre retard, dû, entre autres, aux difficultés que nous avons eues pour entrer en contact avec les États membres afin d'obtenir les informations nécessaires. Qui plus est, nous avons, dans bien des cas, été contraints d'entreprendre des études pour déterminer les données réelles de la situation actuelle. C'est ainsi que différentes opinions ont été formulées au sujet du bioxyde de titane, et nous sommes justement en train de discuter avec les experts compétents de la position qu'il convient d'adopter. Il semble, en effet, que les effets de la présence de titane varient suivant qu'il s'agit d'une mer ouverte ou d'une mer fermée, telle que la Méditerranée. Nous préparons également, à l'heure actuelle, les directives d'application de la recommandation « pollueur-payeur », et je vous assure que ce n'est pas chose facile.

L'on nous demande, d'autre part, quels seraient, de l'avis de la Commission, les effets préjudiciables des amputations de crédits opérées par le Conseil dans le budget. Il s'agit là de sommes relativement peu élevées, qui auront une incidence sur certaines études et qui pourraient entraîner certains retards, non préjudiciables toutefois. La Commission est consciente du fait que tout retard dans la réalisation du programme d'action en matière d'environnement se traduit par une stagnation.

Nous en sommes conscients, Monsieur le Président, mais en disant ceci, nous ne résolvons pas le problème. Quelles mesures la Commission compte-t-elle prendre et quelles propositions peut-elle présenter pour assurer qu'à l'avenir, le programme d'action en matière d'environnement sera normalement exécuté ?

Monsieur le Président, nous ne pouvons qu'assurer que nous ferons, avec la meilleure volonté du monde, l'impossible — ainsi que nous l'avons fait jusqu'à présent — pour que le programme d'action puisse être réalisé. Ce disant, nous espérons, également, que ces débats pourront être employés plus utilement.

M. le Président. — La parole est à M. Jahn.

M. Jahn. — (D) Monsieur le Président, je serai bref. Mais je tiens à dire, cher Monsieur Scarascia Mugnozza, que nous sommes ici au Parlement, entre membres du Parlement, et je pense que nous profiterions tous de ce que la Commission et le Parlement fassent, l'un envers l'autre, preuve de quelque considération. Je ne peux accepter la façon dont vous avez formulé certaines choses. Mes questions et les travaux que nous effectuons en commission doivent, bien entendu, être communiqués au Parlement afin qu'il soit informé des points sur lesquels nous rencontrons des difficultés. C'est dans cette optique que ces questions ont été posées — et elles ont été élaborées avec la collaboration de nombreux autres collègues, car je n'en suis, bien sûr, pas l'unique auteur. Si vous aviez répondu dès l'abord aux différents points de notre question, Monsieur le vice-président, vous auriez évité bien des tensions dans cette enceinte.

Si, à une heure aussi tardive — alors que j'ai déjà fait remarquer ce détail fâcheux dans ma première intervention et que j'ai déploré qu'au cours de cette session je devrais faire fonction de dernier orateur trois soirs de suite — vous dites : désormais, nous ne débattons plus des questions qui sont abordées tard dans la nuit, devant une Assemblée fort réduite, je ne puis toutefois abonder dans votre sens. Voilà pour ce point !

Sur un point, Monsieur le Président, nous avons été victimes d'un malentendu. Je n'ai pas dit qu'aucune décision n'avait été prise sur le problème du Rhin et que la Commission ne s'était pas efforcée, d'une manière ou d'une autre, d'exposer à la commission du Rhin ses idées sur la question ; j'ai dit que nous n'étions pas en mesure, aujourd'hui, de présenter une proposition définitive relative à un programme de protection de l'environnement rhénan. Et cela, vous ne sauriez le nier. Sur les efforts entrepris, j'ai toujours été d'accord avec vous. Je suis simplement profondément attristé de ce que le débat d'aujourd'hui ait dégénéré en une telle querelle. Ce n'est, en tout cas, pas une façon de discuter avec ce Parlement.

M. le Président. — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (I) Je ne voudrais pas que cette séance se termine sur une mauvaise impression. J'ai beaucoup d'estime pour M. Jahn. Il y a probablement eu une équivoque entre nous, mais M. Jahn peut parfaitement comprendre que lorsqu'on discute d'éléments aussi délicats, il faudrait disposer du temps nécessaire et il conviendrait également que s'instaure la solennité nécessaire, sans quoi la discussion serait inutile et il risque de surgir des équivoques que je tiens à éviter. En disant cela, je voudrais réaffirmer toute l'estime dans laquelle je tiens M. Jahn.